



16 MAI 2023

Baromètre Bpifrance Le Lab et Rexecode : « Trésorerie, Investissement et Croissance des PME/TPE » au deuxième trimestre 2023 et focus d'actualité consacré aux évolutions de prix et de salaires, ainsi que des difficultés de recrutement.

Interrogées mi-avril, les PME / TPE sont moins inquiètes quant à leur trésorerie. L'investissement est attendu en ralentissement en 2023 mais les perspectives résistent :

- Dans un contexte de détente du côté des approvisionnements, les indicateurs de trésorerie sont en amélioration, l'indicateur relatif à la situation actuelle revient à sa moyenne historique. Les dirigeants sont en outre moins nombreux qu'au trimestre précédent à anticiper une baisse de leur marge nette (-9 points à 39 %).
- Les intentions d'investissement résistent. 55 % des dirigeants comptent investir en 2023 (stable sur un an) pour des volumes *a priori* en ralentissement par rapport à 2022.

Les prix resteraient dynamiques en 2023, de même que les salaires, dont les revalorisations resteraient en moyenne inférieures à celle des prix :

- 60 % des dirigeants anticipent une hausse de leurs prix de vente en 2023 (61 % en février dernier). En moyenne (y compris les dirigeants ne prévoyant pas de hausse), les prix augmenteraient de +4,3 %, soit autant que prévu en février.
- 78 % des dirigeants de PME / TPE comptent augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2023 (+6 points par rapport à février). En moyenne (y compris ceux ne prévoyant pas d'augmentation), les salaires croîtraient de +3,8 % (contre +3,5 % estimé au trimestre précédent).

Une majorité de PME / TPE rencontre des difficultés de recrutement (78 % de celles ayant eu un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois). Les principales raisons évoquées sont l'absence de candidat (citée par 66 % des dirigeants subissant des difficultés de recrutement), suivie par l'inadéquation des candidats avec le poste (manque de qualification et d'expérience en particulier). En réponse, les entreprises modifient essentiellement leur organisation (60 %) ou adaptent leur politique de recrutement (40 %). 30 % seraient amenées à restreindre leur activité.

La situation de trésorerie des PME / TPE s'améliore tandis que les intentions d'investissement résistent :

Trésorerie : Les indicateurs de trésorerie s'améliorent sensiblement ce trimestre. L'indicateur sur la situation actuelle gagne 5 points et revient sur sa moyenne de long terme (-13 vs -14). Les dirigeants sont en outre moins inquiets qu'en février quant à l'évolution à venir de leur trésorerie : l'indicateur gagne 7 points à -12, proche de sa moyenne de long terme.

Investissement : Les intentions d'investissement résistent ce trimestre. 55 % des dirigeants de PME / TPE comptent investir ou ont investi en 2023, une proportion en légère baisse ce trimestre (-1 point) mais stable sur un an. À -2, l'indicateur relatif aux montants investis gagne 2 pts sur le trimestre (+2 pts) mais en perd 4 sur un an. Le motif environnemental reste toujours bien plus important qu'avant la pandémie, (40 % vs 23 % en moyenne sur 2017-2019).

Accès au crédit : Les dirigeants font part de conditions d'accès au crédit encore favorables s'agissant du financement de la trésorerie (17 % expriment des difficultés d'accès, un niveau inférieur à celui observé avant la pandémie). Malgré les fortes hausses de taux ces derniers mois, l'accès au crédit ne s'est pas significativement durci s'agissant des projets d'investissement. La proportion de dirigeants signalant des difficultés de financement de leurs investissements baisse de 2 points ce trimestre, à 18 %, une proportion toutefois supérieure à sa moyenne pré-Covid (16 %).

Freins à la croissance : Les difficultés de recrutement restent de loin le premier frein à l'activité identifié par les dirigeants de PME / TPE. Elles sont citées par 56 % d'entre eux (-1 pt sur le trimestre), soit le même niveau qu'avant la crise sanitaire. Les coûts et les prix trop élevés arrivent en deuxième position, cités par 41 % des dirigeants (stable sur le trimestre mais +2 pts sur un an). La part des dirigeants déclarant que les difficultés d'approvisionnement (prix, délais de livraison, etc.) affectent sensiblement leur activité diminue en revanche ce trimestre (-4 pts, à 36 %). Les contraintes liées au niveau de la demande se tassent (-2 pts à 35 %) après une hausse continue depuis 1 an ½. Elles restent nettement supérieures au niveau d'avant crise (25 % en moyenne sur 2017-2019).

Focus trimestriel « Évolution des prix et des salaires » :

60 % des dirigeants prévoient d'augmenter leurs prix de vente en 2023, une proportion quasi stable par rapport à février (-1 pt). L'augmentation moyenne des prix en 2023, qui tient compte des dirigeants ne prévoyant pas de hausse de leurs prix de vente, serait de +4,3 % (contre +5,0 % déclaré en 2022).

78 % des dirigeants prévoient d'augmenter le salaire de leurs collaborateurs en 2023 (+6 pts par rapport à février et +14 pts par rapport à l'automne 2022). En comparaison, ils étaient 76 % à déclarer avoir augmenté les salaires en 2022. L'évolution salariale moyenne, que les PME / TPE aient prévu ou non d'augmenter les salaires, serait de +3,8 % en 2023 (contre 3,5 % anticipé en février). En 2022, la hausse salariale moyenne était estimée à +3,9 %.

39 % des PME / TPE anticipent une dégradation de leur marge nette cette année (- 9 pts sur le trimestre). Les PME / TPE qui rencontrent des difficultés d'approvisionnement sont plus nombreuses à anticiper une baisse de leur marge nette que celles qui n'en rencontrent pas (43 % contre 30 %).

Focus trimestriel « difficultés de recrutement » :

Une majorité de PME / TPE rencontre toujours des difficultés de recrutement : 78 % des PME / TPE ayant eu un besoin de recrutement au cours des 12 derniers mois ont été confrontées à ces difficultés, une proportion légèrement supérieure à celle relevée avant crise (76 % en mai 2019). Les raisons principales de ces difficultés sont l'absence de candidat (citée par 66 % des dirigeants subissant des difficultés de recrutement), suivie par l'inadéquation des candidats avec le poste (manque de qualification et d'expérience en particulier). Les entreprises répondent à ces difficultés surtout en modifiant leur organisation (60 %) ou en adaptant leur politique de recrutement (40 %). 30 % d'entre elles seraient amenées à restreindre leur activité du fait des contraintes de recrutement.

Focus trimestriel « Prêt Garanti par l'État » :

Parmi les PME / TPE ayant répondu à l'enquête et ayant souscrit un Prêt Garanti par l'État, 62 % l'ont utilisé en grande partie voire en totalité (contre 54 % il y a un an). 18 % des PME / TPE ont déjà remboursé leur prêt en intégralité ou comptent le faire d'ici la fin de l'année. Une large majorité (73 %) pense en revanche l'amortir sur plusieurs années. 9 % redoutent ne pas être en mesure de pouvoir le rembourser, une proportion en hausse de deux points par rapport au précédent trimestre mais identique à celle d'avril 2022.

Conditions de réalisation de l'enquête :

Afin de mieux connaître la situation des PME et TPE en matière de trésorerie, de projets d'investissement et d'accès au crédit, Bpifrance Le Lab et Rexecode ont noué un partenariat qui se décline dans un sondage trimestriel conduit auprès des chefs d'entreprise.

Cette vingt-et-unième édition publique du Baromètre trimestriel Bpifrance – Rexecode, dédié à la Trésorerie, l'Investissement et la Croissance des PME et TPE, a été réalisée entre du 13 au 24 avril 2023, sur la base d'un questionnaire diffusé par voie numérique auprès de 2 189 PME / TPE des secteurs marchands non agricoles, de 1 à 249 salariés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les réponses de 553 PME / TPE ont été traitées dans l'analyse récurrente et celles de 550 PME / TPE ont été traitées et redressées par taille d'effectif et secteur d'activité dans les interrogations thématiques et dans les questions relatives aux difficultés d'approvisionnement.

Le questionnaire comportait 10 questions autour des 3 axes : Trésorerie, délais de paiement, financement court terme/Investissement, financement de l'investissement/Freins à la croissance. Il était complété par des interrogations thématiques portant sur l'évolution des salaires et des prix, les difficultés de recrutement et le PGE.

Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : <https://lelab.bpifrance.fr/barometrepme-mai2023> et sur rexecode.fr

Contacts presse :

Bpifrance

Sophie Santandrea

Tél. : 07 88 09 28 17

sophie.santandrea@bpifrance.fr

Rexecode Vae Solis Communications

Nathan Ortega

Tél : 01 53 92 80 00

Nathan.ortega@vae-solis.com

À propos de Bpifrance Le Lab :

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Suivez-nous sur Twitter : @BpifranceLeLab – @bpifrance – @BpifrancePresse – www.lelab.bpifrance.fr – www.bpifrance.fr

A propos de Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique.

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode. L'équipe de Rexecode assure une double mission. (1) Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales. (2) Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

Rexecode - 29, avenue Hoche, 75008 Paris – Tél. : +33 (0)1 53 89 20 89 - www.rexecode.fr

Suivez nous sur Twitter et LinkedIn : @Rexecode